

Relance surprise du chantier commercial transatlantique par l'UE et Donald Trump

© 24/01/2020 |  Terre-net Média

Donald Trump et la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen ont annoncé à Davos leur volonté de conclure dans les prochaines semaines un accord commercial, une déclaration surprise pour calmer le jeu des deux côtés de l'Atlantique. Point d'achoppement majeur : l'inclusion, souhaitée par Trump, de l'agriculture dans le champ de l'accord, ce à quoi s'opposent les Européens.

Ce qu'ils ont annoncé

« Nous prévoyons d'avoir dans quelques semaines un accord que nous pourrons signer ensemble », a déclaré mercredi en Suisse Ursula von der Leyen, au lendemain d'une rencontre avec Donald Trump, sans donner plus de détails.

Objectif : écarter **le risque d'une guerre commerciale avec Washington** et en particulier la menace récurrente d'une taxe de 25 % sur les voitures européennes par Donald Trump.

Entre les taxes sur l'acier et l'aluminium de l'UE, **les menaces sur les produits français** ou les disputes à l'OMC, les relations transatlantiques se sont détériorées depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, qui a fait de la lutte contre le déficit commercial américain une priorité.

Plus qu'**un large accord commercial bilatéral**, techniquement impossible à conclure en quelques semaines, surtout avec un pays de l'importance des États-Unis, une source européenne évoque la possible signature d'une « déclaration politique entre von der Leyen et Trump », à l'image de celle conclue en juillet 2018 entre l'Américain et l'ancien président de la Commission Jean-Claude Juncker. Mme von der Leyen doit se rendre à Washington dans les prochaines semaines.

Les États-Unis étaient le premier partenaire commercial de l'UE en 2018 avec 674,1 milliards d'euros d'échanges et une balance excédentaire favorable à l'UE de 138 milliards.

À lire >> [Le Tafta est « un scandale démocratique »: Ce que disait Bruno Le Maire il y a quatre ans](#)

Que va inclure l'accord ?

« Nous nous appuyons sur ce qui a été réalisé jusqu'à présent (entre l'UE et les États-Unis), mais nous devrions également explorer la possibilité de mettre sur la table d'autres questions d'intérêt commun », a expliqué un porte-parole de la Commission.

Le commissaire au commerce Phil Hogan a lui précisé jeudi à Davos que l'accord couvrirait notamment la **technologie** et **l'énergie**. Les discussions mettront des « semaines », voire des « mois » avant d'aboutir, mais « on parle de 2020 », a-t-il dit.

Celles-ci seront fondées, entre autres, sur deux **mandats de négociation** déjà adoptés en avril 2019 par les États membres : l'un destiné à abolir les droits de douane sur les biens industriels entre l'UE et les États-Unis, l'autre à éliminer certains obstacles non-tarifaires au commerce via une coopération réglementaire.

Les discussions sur les biens industriels n'ont, depuis lors, pas avancé : les Américains aimeraient inclure l'agriculture dans le champ de l'accord, ce à quoi s'opposent les Européens.

L'accord sur la coopération réglementaire a un peu plus progressé. Dans une forme de concession à Washington, Phil Hogan a d'ailleurs souligné que certains produits agricoles pourraient être inclus dans le cadre de cette deuxième négociation.

À quelle opposition s'attendre ?

La suggestion d'inclure certains produits agricoles dans le champ des discussions pourrait faire bondir certains pays de l'UE, dont les agriculteurs sont déjà vent debout contre les accords négociés avec le Canada ou les pays du Mercosur.

À lire >> [En 2016, les producteurs de viande bovine appelaient à résister](#)

Opposée aux discussions commerciales avec les États-Unis, la France s'était, par ailleurs, prononcée contre les mandats de négociation américains.

« Nous ne voulons pas signer d'accord avec un État qui refuse l'accord de Paris sur le changement climatique », a rappelé jeudi le ministre de l'économie Bruno Le Maire.

Enfin, les accords commerciaux suscitent de plus en plus de craintes dans l'UE en raison de leur impact supposé au niveau environnemental et sanitaire. Les précédentes discussions sur un accord UE-États-Unis, le TTIP, ont fait l'objet d'une très vive contestation, au point d'être abandonnées.

Les réactions à Bruxelles

L'annonce a étonné dans la capitale de l'UE, aussi bien au sein des institutions que dans les États membres.

« Pour être honnête, je ne comprends pas. J'ai parlé hier à des membres de la Commission, de haut niveau, et ils n'ont pas compris non plus », a déclaré à l'AFP l'eurodéputé allemand Bernd Lange, président de la commission « Commerce international » au Parlement européen.

Plusieurs sources au Conseil de l'UE, qui représente les États membres, disent aussi avoir été surprises. Et aucun des États membres interrogés par l'AFP n'a été préalablement sondé par la Commission, responsable en leur nom de la politique commerciale européenne.

« Il y a l'intention de mettre en place un nouveau paquet de mesures pour faire "la paix" (avec Washington), mais personne ne connaît le contenu », confie le diplomate d'un grand pays.